Consensus d' Addis-Abeba sur le droit au développement Chine-Afrique

Le 22 août 2025, plus de 200 délégués venant de la Chine et de 44 pays africains se sont réunis à Addis-Abeba, capitale de l' Éthiopie, pour participer au premier « Séminaire sino-africain sur les droits de l' homme ». Nous avons mené des discussions animées autour du thème « Construire une communauté de destin Chine-Afrique et travailler ensemble à la réalisation du droit au développement » et nous sommes parvenus au consensus suivant sur la garantie et la réalisation du droit au développement :

I. Le développement est essentiel pour résoudre tous les problèmes liés aux droits de l' homme. En tant que pays du Sud, la Chine et les pays africains gardent en mémoire les blessures historiques infligées par la domination coloniale, le pillage des ressources, le commerce inéquitable et d' autres formes d' injustice, ainsi que les retards prolongés de développement et les graves contraintes imposées aux droits de l' homme. Nous faisons face à des tâches de développement similaires, portons des aspirations communes et sommes profondément conscients de l' importance capitale du développement pour nos pays et nos peuples.

II. Le droit au développement est un droit de l' homme inaliénable. Il constitue un droit de l' homme fondamental et prioritaire, et les obstacles à sa réalisation, tels que la pauvreté, la faim, la guerre et la discrimination, doivent être continuellement éliminés. Il faut persister dans la protection des droits de l' homme par la sécurité, la promotion des droits de l' homme par le développement, ainsi que l' avancement des droits de l' homme par la coopération. Nous nous attachons à promouvoir un développement plus universel, inclusif, équilibré et mutuellement bénéfique, à renforcer la résilience et l' autonomie du développement, afin de mieux garantir la réalisation du droit au développement.

III. Nous adhérons à la philosophie du développement centrée sur le peuple. Le développement doit être réalisé pour le peuple, reposer sur le peuple et ses fruits doivent être partagés par le peuple. Nous respectons la position centrale des peuples de chaque pays, ainsi que les volontés qu' ils expriment, les expériences qu' ils créent et les droits qu' ils possèdent. Nous veillons à ce que les fruits du développement profitent davantage et plus équitablement aux peuples de tous les pays, et nous garantissons que les peuples de Chine et d' Afrique partagent ensemble le droit au développement.

IV. La réalisation du droit au développement doit s' appuyer sur un développement durable et de haute qualité. Il convient de renforcer le rôle de la Charte des Nations Unies et du Programme de développement durable à l' horizon 2030 dans la réalisation du droit au développement, et d' assurer un exercice égal de ce droit dans le cadre d' un développement durable et de haute qualité. Travaillons ensemble à promouvoir une modernisation équitable, raisonnable, ouverte, mutuellement bénéfique, centrée sur le peuple, pluraliste et inclusive, respectueuse de l' environnement, pacifique et sécurisée, afin de parvenir à une protection des droits de l' homme de plus haut niveau.

V. Il convient de respecter la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement de

chaque pays. La Chine et les pays africains jouissent du droit de choisir leurs propres voies de développement des droits de l'homme en fonction de leurs réalités nationales et de leurs traditions historiques et culturelles. Nous respectons la diversité des civilisations en matière de droits de l'homme et nous nous opposons à la politisation et à l'instrumentalisation des questions relatives aux droits de l'homme, ainsi qu'à toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et à la privation de leur peuple du droit au développement sous prétexte de défense des droits de l'homme.

VI. Nous nous opposons résolument à l'unilatéralisme, à l'hégémonisme et au protectionnisme. L'imposition abusive de droits de douane porte un grave préjudice au droit au développement. Nous appelons tous les pays à promouvoir l'établissement de nouvelles relations internationales fondées sur le respect mutuel, l'équité et la justice, ainsi que sur la coopération gagnant-gagnant, à adhérer aux principes de concertation, de construction conjointe et de partage, afin de créer de meilleures conditions et un environnement propice à la réalisation du droit au développement des peuples chinois et africains.

VII. Nous devons entreprendre des actions communes pour garantir la mise en œuvre du droit au développement. Il convient de défendre fermement les normes des relations internationales fondées sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies, et de s'inspirer de l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur le droit au développement. Il faut promouvoir activement l'intégration du droit au développement dans l'agenda des Nations Unies et préconiser que tous les pays ainsi que la communauté internationale prennent des mesures juridiques, politiques et de planification pour garantir la pleine réalisation du droit au développement, et de contribuer à l'amélioration du système mondial de gouvernance des droits de l'homme.

VIII. La coopération sino-africaine constitue une voie efficace pour promouvoir la réalisation du droit au développement des deux parties. Il convient de tirer pleinement parti de mécanismes tels que le Forum sur la coopération sino-africaine et l'Initiative « la Ceinture et la Route », et de mettre en place, de manière proactive, des plateformes comme le « Séminaire sino-africain sur les droits de l'homme » et le « Réseau de coopération en recherche sur les droits de l'homme sino-africains ». Nous devons consolider sans cesse les fondements de la communauté de destin Chine-Afrique par le biais des échanges et de l'enrichissement mutuel, et promouvoir de manière globale le développement et le progrès de la cause des droits de l'homme en Chine et en Afrique.